

LE STTP DÉFEND LE SERVICE POSTAL PUBLIC DEVANT LE COMITÉ OGGO

Le mardi 28 octobre, le STTP a participé à la deuxième journée d'audiences du Comité permanent des opérations gouvernementales et des prévisions budgétaires (OGGO) sur la situation à Postes Canada.

Au cours de notre présentation, nous avons expliqué comment les changements radicaux à Postes Canada, annoncés le mois dernier par le ministre Lightbound, auront pour effet de saccager le service postal public, de supprimer des milliers de bons emplois syndiqués et de causer de réelles difficultés dans les collectivités partout au pays. Nous avons également souligné qu'aucune de ces mesures n'était nécessaire pour rétablir la viabilité de la Société canadienne des postes.

En fait, la plupart des compressions annoncées ne parviendront qu'à faire fuir davantage de clients.

Les compressions ne sont pas la solution

En nous appuyant sur les propres rapports de Postes Canada, nous avons démontré que les pertes affichées par la Société jusqu'à maintenant cette année sont presque entièrement attribuables à la baisse du volume des colis, et non à un cadre réglementaire désuet. Postes Canada a admis que l'incertitude liée au conflit de travail est la principale raison de la baisse du volume des colis.

Nous avons également démontré que la hausse du prix des timbres en 2025 devrait à elle seule générer des revenus additionnels de 800 millions \$ cette année. Des augmentations régulières des tarifs postaux, en fonction de l'inflation et d'autres coûts de production, ainsi qu'une légère augmentation du volume des colis, pourraient permettre à Postes Canada de retrouver sa viabilité sans compressions ni fermetures. Nous avons également contesté la logique derrière la décision de mettre fin à la livraison à domicile, soulignant que les concurrents de Postes Canada livrent déjà à domicile.

Nous avons expliqué au Comité que le règlement du conflit de travail et la signature de nouvelles conventions collectives contribueraient davantage à rétablir la viabilité de Postes Canada que les compressions annoncées.

Conflit d'intérêts

Nous avons révélé un conflit d'intérêts majeur qui a surpris de nombreux membres du Comité et suscité d'autres questions, soit le fait que Doug Ettinger, PDG de Postes Canada, et plusieurs autres hauts fonctionnaires de la Société siègent également au conseil d'administration de Purolator. Un membre du Bloc Québécois a été visiblement stupéfaite lorsque nous lui avons communiqué cette information.

Une véritable consultation publique s'impose

Enfin, nous avons rappelé au Comité qu'en adoptant les recommandations du rapport Kaplan, le gouvernement s'est ingéré directement dans nos négociations collectives. Le rapport répète les plans de Postes Canada sans fournir d'analyse approfondie. Il ignore également en grande partie les recommandations formulées par les travailleuses et travailleurs des postes, les particuliers et les municipalités. Nous avons souligné l'importance de mener une consultation publique exhaustive dans le cadre d'un examen en bonne et due forme du mandat de Postes Canada, tout en précisant que le processus de la Commission d'enquête sur les relations de travail était insuffisant. Le Syndicat a aussi répété qu'il est essentiel de tenir compte des attentes et des besoins de la population à l'égard de son service postal.

Vous pouvez regarder l'enregistrement de la réunion du Comité sur ParlVu :

<https://parlvu.parl.gc.ca/Harmony/fr/PowerBrowser/PowerBrowserV2/20251028/-1/43776>

Nous nous attendons à ce que Postes Canada témoigne dans les prochains jours, bien qu'aucune réunion ne soit encore prévue.

Solidarité,



Jan Simpson
Présidente nationale

